



COMMUNIQUE N°006/ODEP/FEVRIER/2025

CAMPAGNE NATIONALE POUR LA RESOLUTION DE LA CRISE SECURITAIRE ET POUR UNE PAIX DURABLE EN RDC

Au fil du temps, la crise sécuritaire qui frappe notre pays, exacerbée par les actions du mouvement rebelle M23 soutenu par le Rwanda et les grandes puissances internationales, a engendré une situation humanitaire et économique catastrophique. Ces puissances, dans une logique géopolitique et économique, exploitent la situation pour déstabiliser la République Démocratique du Congo et piller ses ressources naturelles, tout en répondant à leurs propres intérêts stratégiques. Plusieurs partis, dont l'Église catholique et divers mouvements patriotiques, ont formulé des propositions visant à sortir de cette crise complexe. Ces efforts sont à saluer, mais il devient impératif d'envisager une approche plus globale et inclusive, prenant en compte les réalités socio-économiques et la bonne gouvernance.

Dans ce contexte, la société civile, à travers l'Observatoire de la Dépense Publique (ODEP), se fait un devoir d'apporter sa contribution à cette réflexion, en proposant des solutions concrètes et adaptées aux défis actuels.

Cette initiative vise à mettre en avant une alternative de sortie de crise, en se fondant sur des principes de transparence, d'efficacité et de réconciliation nationale, afin de garantir une paix durable, de renforcer l'État de droit, et de promouvoir une gestion équitable des ressources naturelles au profit de la population.

Dans cette optique, veuillez trouver dans les lignes qui suivent la proposition de sortie de crise, qui repose sur des solutions concrètes et adaptées aux défis actuels, visant à restaurer la paix, renforcer la gouvernance, promouvoir une gestion équitable des ressources naturelles, et garantir un avenir stable et prospère pour la République Démocratique du Congo.

1. **Promoteur : L'ODEP**
2. **Responsabilité : Société civile patriotique et unie de la RDC**
3. **Objectifs**

3.1. Objectif global :

Mobiliser, au niveau national et international, les populations et les organisations de la société civile, religieuses, professionnelles et syndicales ainsi que les personnalités acquises à la paix et à la stabilité de la RDC pour la résolution durable de la crise sécuritaire et le retour de la paix en RDC.

3.2. Objectifs spécifiques :

1. Mobiliser la population pour exiger la cessation immédiate des hostilités avec un engagement ferme des parties ; Retrait des troupes rwandaises de l'Est de la RDC.
2. Engager la population et les acteurs de la société civile pour obtenir le contenu concret des différentes déclarations et prises de positions des Nations Unies, Union Européenne, l'Union Africaine, la SADEC, EAC, HCDH et des Etats ayant condamné l'agression Rwandaise ;
3. Mobiliser la population afin de revendiquer l'amélioration des conditions de travail des militaires et des agents des services publics impliqués dans la gestion de la crise. Cette démarche inclut la mise en place d'un **Fonds de Sauvegarde Sécuritaire**, destiné à garantir une provision sociale pour les militaires, les personnels engagés sur le terrain, ainsi que pour leurs familles.
4. Appel à un recrutement massif des jeunes dans les forces armées, leur concentration et préparation à **KITONA** et **KOTAKOLI** dans la mesure du possible .
5. Mise en place d'un encadrement rigoureux et immédiat des **WAZALENDO**, avec leur formation en tant qu'unité spéciale dédiée à la guerre non conventionnelle.
6. Au-delà des efforts diplomatiques auprès des pays occidentaux de bonne foi, il convient de renforcer une coopération stratégique avec la Russie, Israël, la Chine, le Venezuela, la Corée du Nord, le Brésil, Cuba et les pays d'Afrique du Nord.

7. Ouverture d'une enquête sur l'utilisation des 3 milliards 800 millions alloués par le gouvernement dans le cadre des efforts de guerre.

4. Cibles

Niveau national

- Présidence de la République ;
- Assemblée Nationale ;
- Primature ;
- CENCO, ECC et Autres Confessions religieuses ;
- Groupe armé, en particulier l'AFC/M23

Niveau International

- Bureau du Représentant Résident des Nations Unies en RDC ;
- Chef de la MONUSCO ;
- Directeur-Pays du BCUNDH
- Ambassadeur de l'Union Européenne à Kinshasa ;
- Représentant de l'Union Africaine en RDC et siège de l'Union Africaine ;
- Représentation de la SADEC ;
- Représentation de la SADEC ;
- Représentation de l'EAC ;
- Ambassade des Etats Unies d'Amérique ;
- Ambassade de France ;
- Ambassade de la Russie ;
- Ambassade de la Chine ;
- Ambassade de l'Israël ;
- Ambassade du Cuba ;
- Ambassade du Venezuela ;
- Ambassade de Belgique ;
- Ambassade de la Fédération de Russie ;
- Ambassade de l'Angola ;
- Ambassade de la République du Congo ;
- Ambassade de l'Ouganda ;
- Ambassade du Burkina faso ;
- Ambassade du Niger ;
- Ambassade du Tchad ;

- Ambassade du MALI ;
- Ambassade de l'Algérie ;
- Ambassade de la Tunisie ;
- Ambassade du Sénégal ;
- Ambassade du Maroc.

5. Organisations et Acteurs partenaires visés

- Membres des plateformes et Association de la société civile ;
- Les plateformes, Associations et personnalités de la Société civile des pays amis de la RDC ;
- Organisations professionnelles et syndicales de la RDC ;
- Personnalité et tout autre Congolais soucieux de la paix et de la stabilité du Pays.

6. Adoption d'un livre blanc sur le développement et la démocratie, axé sur l'émergence de la République Démocratique du Congo, conformément au plan proposé ci-dessous :

INTRODUCTION GENERALE

Ière PARTIE : LE LOURD HERITAGE DU SYSTEME NEO-COLONIAL

CHAPITRE I : LE CONGO : UN PAYS NEO-COLONISE

- Les maîtres d'œuvre du système néocolonial au Congo
- Bilan économique des dirigeants pro-impérialistes
- Les conséquences de ces structures économiques pour le pays et pour le peuple
- Quels enseignements tirer de cet héritage d'une construction économique basée sur l'extraversion et la dépendance ?

IIème PARTIE : L'ALTERNATIVE SOCIO-ECONOMIQUE

CHAPITRE II : PRIORITE A LA PARTICIPATION POPULAIRE POUR LA RECONSTRUCTION ET LE DEVELOPPEMENT : COMMENT Y ARRIVER ?

- Institutionnalisation de la participation populaire au développement

CHAPITRE III : LES AXES PRINCIPAUX D'UNE NOUVELLE POLITIQUE ECONOMIQUE GLOBALE

- Les grandes orientations
- Les principaux axes d'une nouvelle politique agricole
- La nouvelle politique industrielle globale

CHAPITRE IV : COMPRENDRE LE ROLE DE L'ENTREPRISE POUR EN FAIRE UN INSTRUMENT EFFICACE DU DEVELOPPEMENT

- Recherche d'une doctrine pour l'entreprise congolaise
- Comment assister au mieux les entreprises créées et gérées par les Congolais ?

CHAPITRE V : QUELQUES INSTRUMENTS DE LA NOUVELLE POLITIQUE EN FAVEUR DE L'ENTREPRISE

- Les nouvelles structures économiques d'encadrement des entreprises
- Concrétiser le caractère déterminant de l'industrie par sa réelle mise en œuvre : comment ?

CHAPITRE VI : LE DÉVELOPPEMENT DES INFRASTRUCTURES

- Présentation
- Le réseau routier
- Le réseau ferroviaire
- Le réseau fluvial, lacustre et maritime

CHAPITRE VII : L'EDUCATION ET LA FORMATION

- Bref diagnostic et définition du projet éducatif national
- Les grandes orientations

CHAPITRE VIII : POLITIQUE DE LA SANTE : OBJECTIFS ET STRATEGIES

- Généralités et impératifs
- Quelques principes directeurs pour une politique de santé d'avenir
- Programme de mise en œuvre d'une politique alternative de la santé : objectifs et stratégies
- Objectifs et Stratégies

CHAPITRE IX : LA POLITIQUE CULTURELLE

- Quelques considérations liminaires
- Objectifs et Principes
- Développement du programme culturel

CHAPITRE X : LE FINANCEMENT DU DEVELOPPEMENT

- Les dépenses de développement
- Mobiliser les ressources intérieures
- Ressources extérieures

CHAPITRE XI : REDUCTION DU TRAIN DE VIE DE L'ETAT

- Introduction
- Une restructuration administrative impérative
- Les réformes au niveau des institutions
- Le parlement, les Assemblées Provinciales, les Gouvernements Provinciaux
- Réduction du train de vie dans les représentations diplomatiques à l'étranger : réduire et rationaliser les dépenses publiques
- Les entreprises publiques : réduire et rationaliser les dépenses publiques
- Les salaires

CONCLUSION GENERALE

BIBLIOGRAPHIE

Fait à Kinshasa, le 17 Février 2025

Pour l'Observatoire de la Dépense Publique


Florimond MUTEBA TSHITENGE
Président du Conseil d'Administration